Le pouvoir aux travailleurs

20 MARS 2021

N° 272

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Travailleurs d'Uniwax (usine de textile) en grève à la zone industrielle de Yopougon

Éditorial

LES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES
ET CEUX DES TRAVAILLEURS SONT IRRÉCONCILIABLES — Page 3

UNIWAX :
LA LUTTE CONTINUE — Page 4

Sénégal
EXPLOSION DE COLÈRE ET RAS-LE-BOL POPULAIRE ! — Page 9 - 10

IL Y A 150 ANS, LA COMMUNE DE PARIS — Page 11 - 13

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- LES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES ET CEUX DES TRAVAILLEURS SONT IRRÉCONCILIABLES ……	3
- UNIWAX : LA LUTTE CONTINUE ……	4
- YOPOUGON-GESCO, CONDITIONS DE VIE DÉPLORABLES DES TRAVAILLEURS ……..	4 - 5
- PROPOS HAINEUX INTOLÉRABLES ……	6
- LÉGISLATIVES 2021 : PRESQUE DANS L'INDIFFÉRENCE À ABIDJAN …	6
- EFFONDREMENTS D'IMMEUBLES, DES CRIMES IMPUNIS……	7
- COMBATTRE L'OPPRESSION DE LA FEMME ……	7 - 8
- Sénégal EXPLOSION DE COLÈRE ET RAS-LE-BOL POPULAIRE !.....	9 - 10
- Mali LES NOUVEAUX PUTSCHISTES BLANCHISSENT UN DES LEURS……..	11
- IL Y A 150 ANS, LA COMMUNE DE PARIS……	11 - 13

E d i t o r i a l

LES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES ET CEUX DES TRAVAILLEURS SONT IRRÉCONCILIABLES

Les hommes politiques de la bourgeoisie, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition, n'ont pas assez de mots pour honorer la mémoire d'Hamed Bakayoko décédé tout dernièrement alors qu'il était au poste de Premier Ministre.

Tous ces politiciens de la bourgeoisie ont montré une certaine unanimité devant la mort d'un des leurs, mais il n'en demeure pas moins que ce petit milieu est un vrai panier de crabes en compétition et à l'appétit vorace, au point de faire couler régulièrement le sang dans ce pays pour accéder à la mangeoire. Le point commun qui les unit c'est celui de vouloir servir les intérêts de la classe des riches. L'État qu'ils veulent diriger au plus haut sommet si possible, n'est qu'un instrument qui permet à la bourgeoisie de dominer cette société basée sur l'injustice et l'exploitation.

Le rôle du gouvernement et des ministres c'est de faire croire aux exploités qu'ils représentent les intérêts de toute la population sans distinction de richesse mais lorsque des travailleurs d'une entreprise se mettent en lutte contre leur patron, celui-ci bénéficie du soutient de l'État, parfois par l'envoi de forces de l'ordre pour réprimer les grévistes.

C'est ainsi que tout récemment, le ministre de l'Emploi est venu à l'usine Uniwax au secours du patron en difficulté face aux ouvriers revendiquant des augmentations de salaires. Cela fait plusieurs mois que ces travailleurs négocient avec leur patron. Ils réclament une augmentation de 130 milles francs pour compenser la cherté du coût de la vie. Au final, c'est une augmentation de 2000 francs par mois que le patron leur a concédée. Les travailleurs, à juste raison, ont pris cela comme une insulte et la colère longtemps retenue a fini par exploser ; ils ont arrêté de travailler. Le patron a pris peur et ce ministre est venu à son secours pour obliger les ouvriers à reprendre le travail, en les menaçant. Le voilà le vrai rôle d'un ministre : servir la soupe aux riches ! Quand la carotte ne prend pas, le bâton n'est pas loin !

Alors, tous ces hommes politiques de la bourgeoisie peuvent aujourd'hui parler de « *réconciliation nationale* », à l'occasion du décès d'un des leurs. Les travailleurs ne sont pas concernés par ce genre de parole. Ce serait, pour le moins, ridicule de parler de réconciliation entre les ouvriers d'Uniwax et leur patron par exemple, ou bien entre le travailleur de Filtisac et son patron qui vient de le jeter dehors comme un chien après l'avoir exploité durant 10 ans, sous prétexte qu'il s'absentait trop alors qu'il abimait sa santé au travail. Il ne peut être question de réconciliation entre bourgeois et prolétaires, maîtres et esclaves !

La société capitaliste est basée sur l'exploitation. Les travailleurs créent les richesses mais ce sont les riches qui se les accaparent. Leurs intérêts fondamentaux sont irréconciliables. Ce système d'exploitation se perpétuera tant que les travailleurs n'y mettront pas fin. La seule voie pour y parvenir c'est que les travailleurs s'organisent en se servant de leur nombre et de leur rôle dans la production des richesses. Cette lutte peut commencer dans une entreprise isolée, contre un capitaliste précis, mais ne peut se gagner qu'à une échelle beaucoup plus vaste contre la classe des capitalistes. Elle nécessite une organisation politique révolutionnaire des travailleurs, une organisation qui se donne comme objectif de renverser le capitalisme et de bâtir une société sans exploitation et sans oppression.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UNIWAX : LA LUTTE CONTINUE

Uniwax est une entreprise d'impression de pagnes située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle emploie plus de 300 travailleurs. Ceux-ci ont fait grève durant deux jours pour réclamer un salaire minimum de 200.000 F ainsi qu'une prime de logement de 30.000 F afin de rattraper un peu le pouvoir d'achat perdu.

Aujourd'hui, le salaire tourne autour de 100.000 F prime de transport compris. Avec un tel salaire, après avoir payé le loyer, l'électricité et l'eau, il ne reste presque plus rien. Ce qui fait que la plupart des travailleurs sont contraints de demander des acomptes pour terminer le mois, certains doivent même faire un deuxième petit boulot.

Depuis plusieurs mois, les travailleurs sont en négociation avec leur direction qui a promis de régler la question des bas salaires, mais lorsque l'échéance est arrivée, c'est une augmentation de 2 000 f par mois qui a été accordée, cela a mis le feu aux poudres. Dès que la grève a démarré, la direction a fait venir plusieurs cargos de corps habillés, des huissiers, etc., mais les travailleurs ne se sont pas laissé intimider, ils ont tenu bon. La direction a cédé 3000 f de plus.

Finalement, c'est le ministre de l'Emploi qui est intervenu pour faire reprendre le travail. Les ouvriers ont certes repris, mais ils n'entendent pas tirer un trait sur leurs revendications. La grève n'a pas été inutile car sans elle le patron n'aurait pas cédé un centime de plus. Ce n'est donc que partie remise !

YOPOUGON-GESCO, CONDITIONS DE VIE DÉPLORABLES DES TRAVAILLEURS

Yopougon-Gesco est un quartier situé à l'entrée d'Abidjan sur l'autoroute du nord. Il est majoritairement habité par des ouvriers (ceux de la zone industrielle, ceux du bâtiment, des chauffeurs, etc.).

Dans ce grand quartier, les conditions de vie sont très pénibles. Il est très difficile d'accès, il n'y a pas de caniveaux et les voies sont pleines d'eau sale. Quand il pleut, cela devient infernal. Pour évacuer les malades et les femmes enceintes à l'hôpital, il faut parfois utiliser des brouettes avant de se faire relayer par un véhicule. En cas d'incendie, il est très difficile pour les pompiers d'intervenir. D'ailleurs plusieurs maisons partent très souvent en fumée sans intervention des pompiers.

Il y a aussi le problème d'eau portable. Déjà, il est très difficile d'avoir un compteur d'eau mais même les quelques-uns qui en ont, passent parfois des jours sans qu'une goutte d'eau ne tombe du robinet. Par le passé, les gens allaient chercher l'eau à la rivière ou au puits dans la forêt du banco ou bien dans les quartiers environnants.

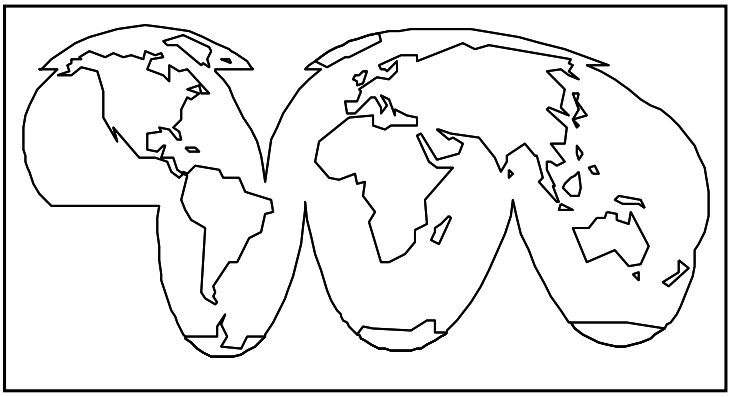
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Maintenant, quelques individus ont creusé des puits traditionnels ou bien ont procédé à des forages un peu plus modernes et installé des motopompes. Ils stockent l'eau dans des fûts sans aucun traitement et la vendent le mètre cube (1000 litres) au prix de 2.000 à 2.500f tandis que celui du bidon de 20 ou 25 litres est à 50f. Vu que cela rapporte de l'argent, ces derniers ont commencé à fonctionner un peu comme la SODECI. Ils approvisionnent tout le quartier en installant de gros tuyaux souterrains, placent des compteurs à chaque porte (l'installation du compteur est au frais des clients). Le mètre cube d'eau est vendu à 1000f, facture à payer chaque mois. C'est ainsi que les gens arrivent à avoir de l'eau chez eux sans trop de difficultés, mais c'est cher par rapport à la SODECI qui vend le mètre cube à environ 275f. Ce qui est inquiétant c'est que les fûts ne sont jamais nettoyés, l'eau n'est pas traitée et aucune étude sur sa qualité n'a été effectuée. Ils se contentent de la vendre sans se préoccuper des répercussions sur la santé des consommateurs.

En ce qui concerne l'électrification, c'est aussi un calvaire dans certains sous-quartiers de Gesco. Le délestage y est très fréquent. La CIE se contente d'installer quelques poteaux électriques sur certaines grandes voies, les compteurs sont posés dans un rayon d'environ 25m au maximum du poteau électrique. De là chacun tire le courant jusqu'à son domicile. Du coup, on voit des câbles électriques trainer partout et n'importe comment, parfois à hauteur d'homme et même sur le sol. Certains font même passer des câbles dans des caniveaux sous l'autoroute pour relier leurs domiciles. Toutes ces installations anarchiques constituent un danger permanent pour les habitants de ces quartiers.

Les autorités gouvernementales et municipales ferment les yeux sur ce qui se passe dans ce quartier comme dans bien d'autres quartiers défavorisés car les conditions de vies des pauvres ne les préoccupent pas.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

PROPOS HAINEUX INTOLÉRABLES

Lors de la dernière élection législative, voici les propos tenus le 3 mars lors d'un meeting de clôture de campagne par Lida Kouassi, un ex-ministre d'Etat de Laurent Gbagbo :

« *La candidature de mon adversaire Kouyaté Abdoulaye à Lakota est illégitime et inappropriée. Parce que nos compatriotes du nord vont aux élections sans concurrence dans leur zone d'origine. Sans concurrence des gens du sud. Est-ce que vous avez déjà entendu qu'à Korhogo, un candidat à la députation s'appelle Dakoury ? Est-ce que vous avez déjà entendu qu'un candidat à Séguéla s'appelle Kouakou Konan ? …Quand ils viennent compétir au sud il est bon qu'ils choisissent des candidats Rhdp mais d'origine Dida, Bété, Attié, Abey, Baoulé, Agni. Ils ne peuvent pas venir présenter à Lakota un candidat nordiste… C'est avec ce régime arrivé avec la force des armes que nous avons vu que le député de Lakota s'appelle Kouyaté et que le sénateur s'appelle Diabaté … Le singe il n'a pas de domicile* ».

Voilà quel genre d'arme les politiciens en compétition utilisent pour diviser les pauvres selon leur origine ethnique, religieuse, etc. Les travailleurs ont au contraire tout intérêt à combattre ce genre de propos car tout ce qui les divise sert les intérêts des riches qui les exploitent.

LÉGISLATIVES 2021 : PRESQUE DANS L'INDIFFÉRENCE À ABIDJAN

Les élections législatives se sont tenues ce 6 mars dans tout le pays. Tous les partis politiques y ont pris part, mais malgré cela l'affluence des électeurs n'a pas été au rendez-vous. Les bureaux de vote étaient ouverts à 8h, mais à 11h certains bureaux attendaient encore leur 1er votant. À Yopougon, la plus grande et la plus peuplée des communes d'Abidjan (1,5 million d'habitants), sur 490 000 inscrits, il n'y a eu que 91 000 votants. Les 6 députés ont été élus avec seulement 46 000 voix. À Abobo deuxième commune la plus peuplée, il n'y a eu que 85 000 votants pour 397 000 inscrits. Les 6 députés ont été élus avec seulement 63 000 voix.

L'assemblée nationale compte au total 255 députés, elle ne représente pas grand-monde mais ça se bouscule au portillon car on y est grassement payé et choyé tout en ne se fatigant pas : environ 2,6 millions de francs de salaire mensuel, une prime dite d'installation de 10 millions de francs, véhicule de fonction, avantage de logement, retraite dorée, passeport diplomatique, sans compter l'immunité pour les délits éventuels. Voilà ce qui les attire comme des mouches et qui les pousse parfois à enjamber des cadavres pour y parvenir.

L E U R S O C I E T E

EFFONDREMENTS D'IMMEUBLES, DES CRIMES IMPUNIS

Un immeuble en construction de 5 étages s'est effondré le 12 mars dernier à Anono dans la commune de Cocody, il y a eu plus d'une dizaine de morts. Ce genre d'accident est devenu de plus en plus fréquent. Rien que l'année dernière, 11 immeubles se sont ainsi effondrés à Abidjan. Dans certains cas il y a eu des morts comme à Abobo baoulé en novembre 2020 où 3 personnes ont péri. À Angré Château il y a eu 7 morts, à Yamoussoukro (en juin 2018) 10 morts, etc.

Ces effondrements sont dus essentiellement au non respect des normes de construction. Le gouvernement le sait mais il n'a jamais pris de sanctions à la hauteur de ces crimes. Tout cela parce que les morts sont souvent des ouvriers chargés de faire les travaux ou bien des pauvres qui squattent les lieux. Il arrive que les promoteurs immobiliers soient eux-mêmes des gens haut-placés dans l'administration ou de mèche avec les autorités.

Après le drame d'Anono, le ministre de la Construction a eu le culot de dire que le gouvernement ne peut pas contrôler toutes les constructions. Il s'est empressé d'annoncer qu'il n'y a pas eu de mort mais au final, il y a eu 13 morts et plus d'une vingtaine de blessés !

Ce ministre, tout comme ses compères, quand se produit ce genre de catastrophe, cherche à se dédouaner de toutes responsabilités. Pourtant, les agents des ministères sillonnent et badigeonnent les murs de croix rouges à longueur de journée, même dans les coins les plus reculés. Seulement, comme la corruption a gangrené toute l'administration il n'est pas difficile d'imaginer que ces croix servent plus à intimider les propriétaires de payer des pots de vin qu'à les obliger à se mettre en règle par rapport aux normes en vigueur.

Si les promoteurs, les entrepreneurs ou les propriétaires d'immeubles sont coupables de ces drames, les autorités chargées de faire les contrôles en sont complices.

COMBATTRE L'OPPRESSION DE LA FEMME

Comme chaque année, la journée du 8 mars a été célébrée en Côte d'Ivoire par la sortie d'un pagne. Certaines entreprises en ont même offert par avance à leurs employées afin qu'elles le portent le « *jour J* » avec à la clé, des célébrations conventionnelles qui n'ont rien à voir avec la lutte des femmes contre les injustices subies.

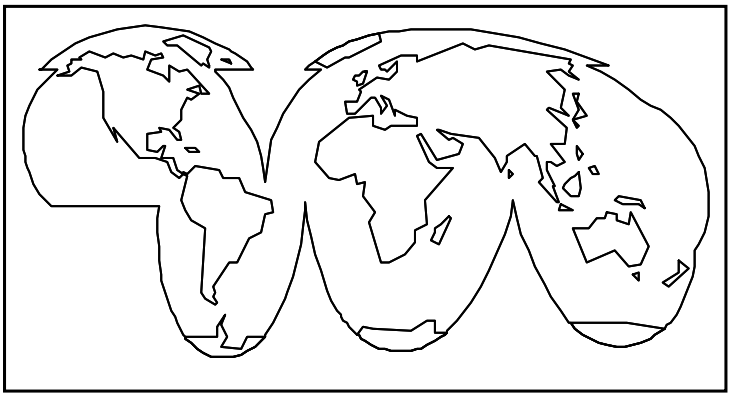
Il faut se rappeler que le 8 mars n'est pas la « *fête* » des femmes, mais une journée internationale de lutte pour combattre l'oppression des femmes, les violences sexistes, les mariages forcés, les inégalités salariales, pour le droit à l'avortement, etc.

L E U R S O C I E T E

Lutter pour l'émancipation des femmes ce n'est pas se donner bonne conscience en votant par exemple des lois sur les quotas que ni l'État, ni les entreprises privées ne respectent !

Pour ceux qui dirigent le monde, transformer cette journée de lutte du 8 mars comme celle du 1er mai en simple journée festive a toujours été un calcul politique pour dévoyer la lutte des opprimés. Mais aujourd'hui comme hier, l'émancipation des femmes ne peut être dissociée de la lutte des travailleurs contre le capitalisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Sénégal
EXPLOSION DE COLÈRE ET RAS-LE-BOL POPULAIRE !

Au début de ce mois de mars, le pouvoir de Macky Sall a été secoué par de nombreuses manifestations suite à l'arrestation d'Ousmane Sonkho, principale figure de l'opposition et leader du parti Patriotes du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité (PASTEF). Cet homme est accusé de viol mais il estime être victime d'un complot monté par le président Macky Sall pour le disqualifier de la course à l'élection présidentielle de 2024. Il se rendait au palais de justice le 3 mars dernier pour répondre à une convocation du juge. Plusieurs centaines de personnes ont participé au cortège en guise de soutien pour l'accompagner au palais de justice. Le gouvernement s'est saisi de ce prétexte pour l'arrêter au motif de trouble à l'ordre public. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, la colère de la jeunesse longtemps retenue a explosé en pleine figure de Macky Sall.

La nouvelle de l'arrestation a fait le tour du pays en un clin d'œil par l'intermédiaire des réseaux sociaux. De nombreuses villes (Dakar, Thiès, Saint-Louis, Mbour, Ziguinchor, Bignona, Kédougou ainsi que d'autres) ont été le théâtre de manifestations et d'affrontements avec la police. La population et plus particulièrement les jeunes sont descendus massivement dans les rues pour protester contre l'arrestation

La colère qui s'est exprimée dans les rues, notamment celle de la jeunesse issue des milieux populaires, a été d'une rare intensité. Les manifestations ont duré plusieurs jours malgré la répression musclée provoquant des morts, des blessés et des arrestations. Entre le 3 et le 8 mars, il y a eu 13 morts selon l'opposition (10 selon le pouvoir) et 590 blessés. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées, dont des militants syndicalistes enseignants accusés d'avoir appelé à la grève, un chanteur de rap connu pour ses positions contre les abus du pouvoir, ainsi que des personnes accusées de s'être servies dans les magasins de la chaine Auchan. 21 grandes et moyennes surfaces appartenant à cette chaîne ont fait les frais de la colère populaire, elles ont été saccagées et pillées, 2 au moins ont été incendiées. Plusieurs dizaines de stations services appartenant à Total et à Shell ont aussi été saccagées, ainsi que des stations de péages routiers.

Des manifestants s'en sont pris aussi aux symboles de l'État en incendiant un tribunal et un bâtiment de la gendarmerie. Ils ont également incendié le domicile et un véhicule du ministre de l'Intérieur. Un autre ministre aurait aussi subi des dégâts matériels. Les locaux du quotidien Le Soleil et de la radio RFM, jugés proches du pouvoir, ont été attaqués. De nombreuses rues de Dakar ont été jonchées de débris et d'obstacles empêchant les véhicules d'y circuler, l'air y était irrespirable à cause des feux allumés par des manifestants et des gaz lacrymogènes lancés par les forces de l'ordre.

L'ampleur du mouvement et la détermination des jeunes d'en découdre avec les forces de l'ordre en ont surpris plus d'un, à commencer par Macky Sall. Au bout de cinq jours de manifestation, il a fait marche-arrière en libérant Sonkho désormais sous contrôle judiciaire. Lors de son allocution à la télévision le 8 mars, il s'est fait tout petit en déclarant qu'il « *comprend la colère des jeunes* » et qu'il veut les aider à s'en sortir. Il a décidé sur

le champ d'alléger le couvre-feu et de mettre fin à l'état d'urgence sanitaire à compter du 19 mars. Aujourd'hui, il n'y a plus de couvre-feu, plus d'interdiction de rassemblements, plus de limitation du nombre de passagers dans les transports en commun, plus d'interdiction d'activité commerciale nocturne. Les gens peuvent respirer un peu et vaquer à leurs occupations sans être molestés par les forces de l'ordre.

Les partis d'opposition regroupés au sein d'une coalition intitulée M2D (Mouvement de Défense de la démocratie) ont accepté de faire une trêve tout en exigeant la libération des militants arbitrairement arrêtés, la fin des attaques contre l'opposition et l'ouverture d'une enquête sur les responsables des morts durant les manifestations. Ils exigent aussi que Macky Sall s'engage publiquement à ne pas briguer un 3ème mandat présidentiel.

Macky Sall rêve depuis plusieurs années de « *réduire l'opposition à sa plus simple expression* ». Il a emprisonné ou acheté ses principaux rivaux tels que Karim Wade, Khalifa Sall ou Idrissa Seck. Après la récente arrestation de Sonkho, il croyait probablement que le boulevard était grand ouvert devant lui pour modifier tranquillement la Constitution à l'exemple de Ouattara en Côte d'Ivoire ou d'Alpha Condé en Guinée et faire un mandat de plus. Mais l'irruption de la population et de la jeunesse dans la rue contrarie ses ambitions.

Cette colère populaire n'est pas seulement le signe du rejet de la politique de Macky Sall envers son opposition mais surtout du ras-le-bol de la majorité des jeunes et des moins jeunes qui s'enfoncent dans la misère et qui ne voient pas le bout du tunnel, du chômage qui frappe de plus en plus, de la vie chère et des bas salaires qui ne permettent pas de faire vivre une famille, des jeunes diplômés qui ne trouvent pas de débouchés, du couvre-feu qui empêche les petites gens de faire du petit commerce alimentaire après la tombée du jour, du harcèlement des autorités locales et centrales à l'encontre des petits vendeurs ambulants, des coupures d'électricité et de l'eau courante, etc.

Au pouvoir depuis 2012, Macky Sall a démontré qu'il est comme ses prédécesseurs, plus soucieux de l'enrichissement de son clan tout en servant les intérêts des capitalistes locaux et internationaux, notamment ceux des grands groupes français, que du bien-être de la grande majorité de la population. Mais ce n'est pas pour autant que les politiciens qui aspirent à prendre sa place au palais présidentiel méritent plus la confiance des travailleurs et des classes pauvres.

Pour ne pas être les éternels laissés-pour-compte de la société capitaliste, les travailleurs, les chômeurs et la jeunesse issue des milieux populaires ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et leurs luttes collectives. Durant cette semaine de colère, les jeunes ont montré par leur mobilisation qu'ils ont la force de faire reculer le pouvoir. C'est aussi un signal envoyé aux autres politiciens en compétition pour le fauteuil présidentiel car aucun d'entre eux n'apportera de solutions à la misère et au chômage.

Mali
LES NOUVEAUX PUTSCHISTES BLANCHISSENT UN DES LEURS

La justice malienne vient d'acquitter définitivement l'ex-capitaine putschiste, Amadou Haya Sanogo qui était poursuivi pour crimes commis lors de son coup d'État de 2012. C'est un cadeau que lui ont offert les tenants du pouvoir actuel au nom de la « *réconciliation nationale* ». Il se trouve que le numéro deux du régime actuel n'est autre que le colonel Malick Diaw, un ex-compagnon de route de Sanogo.

Lorsque Sanogo renversa, le 21 mars 2012, le colonel Amadou Toumani Touré (lui-même arrivé au pouvoir par un coup d'État), il n'était que capitaine mais il a bénéficié d'un soutien d'une partie de l'armée. Cependant, il s'est vite rendu compte que les dirigeants de l'État français ainsi que ceux des pays voisins du Mali ne voulaient pas de lui au pouvoir. À peine trois semaines après son coup d'État, il a dû abandonner le pouvoir au profit de Dioncounda Traoré qui était alors président de l'Assemblée nationale et qui avait les faveurs de l'impérialisme français pour assurer la transition en attendant l'élection d'un nouveau président issu des urnes en septembre 2013.

Cependant, Sanogo ne quitta pas le pouvoir les mains vides. Non seulement il a été bombardé au grade du général mais en plus il a bénéficié du statut d'ancien chef d'État pour la vie. Quelques mois après sa démission forcée, on a découvert un charnier contenant des corps de militaires que Sanogo avait fait assassiner car ils s'étaient opposés à son putsch. Les familles de ces soldats assassinés ont porté plainte contre Sanogo. Celui-ci a été condamné pour la forme à vivre dans une sorte de résidence surveillée mais avec tout le luxe accordé à un général et ancien président. Cela a duré six ans et le voilà blanchi officiellement et libre de tout mouvement. Les crimes qu'il a commis sont effacés !

Par ce geste, les dirigeants qui sont au pouvoir aujourd'hui font la démonstration qu'ils ne valent pas mieux que cet assassin galonné !

IL Y A 150 ANS, LA COMMUNE DE PARIS

Face au pouvoir des possédants, se dressait pour la première fois dans l'histoire un nouveau pouvoir incarnant les espoirs et la volonté des masses laborieuses. Le premier Etat ouvrier faisait flotter sur les toits de l'Hôtel de ville de Paris, le drapeau rouge de la révolution sociale. La Commune n'a vécu que 72 jours. Mais le sang de ses martyrs n'aura pas coulé en vain car leur exemple a servi à tous ceux qui se battent pour transformer radicalement la société.

La classe ouvrière à la veille de la Commune

La France restait à l'époque un pays de petits artisans, de petits patrons et surtout de paysans. À Paris 7% des patrons seulement avaient plus de 10 ouvriers. La classe ouvrière était jeune mais riche des expériences des luttes du passé. Les quartiers ouvriers bouillonnaient d'idées politiques et de militants : des républicains, des socialistes qui voyaient qu'il faut changer les rapports entre ouvriers et patrons, parmi eux des partisans de Blanqui un révolutionnaire connu. Il y avait aussi des membres de l'Association Internationale des Travailleurs, une

majorité disparate de jacobins, de « *révolutionnaires indépendants* », de proudhoniens…

En février 1848 la classe ouvrière s'était battue, derrière d'autres forces sociales, contre la monarchie. En juin de la même année, la bourgeoisie républicaine se retournait contre les travailleurs avec une violence sans précédent. Ces événements sont bien présents dans les mémoires et les militants ouvriers entretiennent, à juste raison, la méfiance vis-à-vis du gouvernement. Des comités surgissent un peu partout, c'est une véritable ébullition. Des milliers de travailleurs se réunissent chaque jour y compris dans certaines églises ; des clubs se forment et des liens se tissent. Mais les travailleurs et la population pauvre ne font pas que discuter, ils vont s'organiser.

L'empereur Napoléon III s'était mis en guerre contre Bismarck dirigeant de la Prusse. L'armée française fut battue et Napoléon III prisonnier de Bismarck. Cette défaite créa une crise révolutionnaire en septembre 1870, aboutissant à la Commune de Paris en mars 1871.

Le gouvernement républicain, succédant à celui de Napoléon III, dans l'espoir d'utiliser la Garde Nationale pour faire régner l'ordre contre les ouvriers, fait porter son nombre de quelques dizaines de milliers d'hommes à plus de 200 000. Ce sont en fait des travailleurs en armes et ils deviennent un des principaux foyers d'effervescence révolutionnaire dans cette ville de Paris cernée par les armées prussiennes et sans ravitaillement.

L'armistice signé le 26 janvier entre le gouvernement républicain et le commandement allemand est perçu comme une véritable trahison par les travailleurs parisiens. Thiers, un vieux politicien bourgeois, est chargé de ramener l'ordre à Paris en liquidant la menace que représente la population ouvrière armée. Il envoie des troupes reprendre en douce dans la nuit du 17 mars, les centaines de canons de la garde nationale stationnés dans les quartiers populaires. La foule entoure les soldats, des ménagères leur expliquent qu'ils n'ont pas le droit de leur voler leurs canons. Ouvriers et soldats se mettent à fraterniser, ces derniers refusent de tirer sur la foule comme le leur demandent les officiers, deux généraux sont fusillés par les insurgés.

C'est une véritable insurrection !

Le comité central de la Garde Nationale se retrouve au centre de tout et se met à organiser la mobilisation. Tout ce que Paris contient de bourgeois, d'affairistes, de hauts fonctionnaires, de policiers c'est-à-dire environ 100 000 personnes, s'enfuit à Versailles où se trouvent l'assemblée et le gouvernement de Thiers. En fait l'appareil d'Etat, son armée, sa police, tout cela a été brisé à Paris par le soulèvement populaire. Paris est le foyer d'un nouveau pouvoir, un pouvoir ouvrier, pour la première fois dans l'histoire.

Dans l'immédiat, le comité central ne s'estime pas légitime car il est issu des seuls votes des gardes nationaux. Des élections à l'échelle de tout Paris pour constituer une Commune élue sont donc organisées. Une assemblée de 80 élus se réunit le 29 mars et va devenir le point central de la révolution parisienne. Les délégués élus à la Commune sont des travailleurs ou des représentants connus des travailleurs. Alors on peut voter ou même être élu sans distinction d'origine ou de nationalité. Tous ces élus rendent des comptes et sont révocables à tout moment. Pour la 1ère fois dans l'histoire, ce sont les

ouvriers qui ont le pouvoir et c'est tout le petit peuple de Paris qui met en application chacune des mesures prises.

Dans le domaine du logement, la Commune repousse le payement des loyers à des jours meilleurs et interdit les expulsions. Elle organise aussi la réquisition des logements abandonnés par les bourgeois réfugiés à Versailles. De nombreux patrons en fuite vers Versailles ont déserté leur entreprise. Avec le soutien de la Commune les travailleurs rouvrent les ateliers et se mettent à les faire tourner sous forme de coopératives « *soustraites à l'exploitation du capital* ». Des magasins associés aux ateliers coopératifs sont gérés démocratiquement par des comités de femmes. Les militantes d'une « *Union des femmes* » démarrent dans chaque arrondissement le recensement de toutes les intéressées pour travailler dans ces ateliers coopératifs. Les salaires sont augmentés pour ceux qui sont mal payés, l'horaire de travail légal est limité à huit heures. Le travail des enfants est interdit et celui de nuit pour les femmes.

De façon générale, dans les conflits opposant les bourgeois et les prolétaires, la Commune prend systématiquement le parti des ouvriers. Sous l'impulsion de Vaillant, délégué à l'enseignement, la Commune décrète l'enseignement obligatoire, libre gratuit et laïc. C'est une révolution car avant l'enseignement était réservé à une minorité dont les filles étaient quasiment exclues et qui était sous le contrôle de l'Église et de l'État. Dans plusieurs arrondissements, des gens prennent l'initiative de mettre en place des orphelinats qui vivent grâce au bénévolat et aux dons.

La Commune est en permanence coincée par le manque de moyens, mais elle ne touche pas à la Banque de France, pourtant bourrée de réserves d'argent. Elle retire seulement 16,7 millions de francs, mais dans le même temps Thiers depuis Versailles reçoit 20 fois plus et va s'en servir pour financer l'armée qu'il prépare pour écraser la Commune.

Le 21 mai l'armée versaillaise entre dans Paris, la ville se hérisse de barricades. La défense des ouvriers parisiens est héroïque. Il faudra une semaine à des troupes supérieures en nombre, en matériel et en organisation pour reprendre la capitale. Plus de 20 000 communards sont tués, des hommes, des femmes et des enfants. Des dizaines de milliers de personnes sont déportées vers le bagne de Cayenne. Cette semaine de déferlement barbare est connue sous le nom de « *semaine sanglante* ».

C'est l'expérience de la Commune qui a montré la nécessité pour les militants socialistes de construire des partis socialistes qui ne se contentent pas d'attendre la révolution, mais la préparent de sorte que les idées pénètrent le plus largement possible dans la classe ouvrière pour agir efficacement le moment venu.

Eugène Pottier, un communard, composa en juin 1871 ce chant qui va devenir l'hymne des socialistes et des communistes, « *l'Internationale* ». La Commune est morte mais son message est encore vivant dans le cœur et la conscience de ceux qui luttent pour la victoire de la classe ouvrière.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.